



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des relations avec  
les collectivités territoriales  
et des affaires juridiques**

**Arrêté complémentaire n°21-DRCTAJ/1-269  
autorisant la société TRAINEAU à effectuer 10 tirs de mines de grande hauteur  
(24 mètres) sur sa carrière d'Aizenay  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, ;

**VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, et notamment son article 11.6 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 11 août 2006 autorisant la société TRAINEAU à exploiter une carrière à ciel ouvert sur la commune d'Aizenay ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire 26 décembre 2013 modifiant la zone de remblaiement interne à la carrière ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 mars 2020 augmentant le périmètre de la carrière pour du stockage sur les communes d'Aizenay et Venansault ;

**VU** le dossier d'information du 31 mars 2021 transmis directement à l'inspection concernant la réalisation de 10 tirs de mines en grande hauteur ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 avril 2021 ;

**VU** le courrier adressé le 20 avril 2021 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Considérant** que le projet, qui consiste en 10 tirs de mines sur une zone très localisée de la carrière :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2,
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que le dossier contient des éléments techniques portant sur la réalisation des tirs de grande hauteur ;

**Considérant** que les futurs gradins d'exploitation de la carrière resteront à une hauteur inférieure à 15 mètres ;

**Considérant** que l'intéressé, par courrier du 21 avril 2021, donne son accord, sans observation, au projet d'arrêté qui lui a été transmis le 20 avril 2021 ;

## ARRÊTE

### **Article 1.      Autorisation de tirs en grande hauteur**

La société TRINEAU, dont le siège social est situé au 16 rue Louis Lumière - 85190 - AIZENAY, est autorisée à titre exceptionnel à effectuer 10 tirs de mines à grande hauteur (24 mètres) pour des travaux de découvertes sur le secteur mentionné en annexe du présent arrêté.

### **Article 2.      Dispositions spécifiques**

Toutes les dispositions sont prises pour que les trous de foration ne créent pas de sous épaisseur de roche dans le massif rocheux à abattre.

La quantité annuelle d'explosifs demandée pour cette carrière n'est pas modifiée par la réalisation de ces 10 tirs de mines.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection de l'environnement tous les justificatifs concernant ces tirs de mines durant au moins 6 mois.

Le maire de la commune d'Aizenay devra être informé du calendrier de ces tirs de mines exceptionnels, et si possible, les proches riverains qui pourraient subir un impact.

### **Article 3.      Dispositions administratives**

#### **Article 3.1.      Délais et voies de recours**

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Île-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
  - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
  - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

#### **Article 3.2.      Publicité de l'arrêté**

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, Pôle environnement, section installations classées pour la protection de l'environnement ;

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de 4 mois.

### **Article 3.3. Diffusion**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

### **Article 3.4. Pour application**

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs des installations classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **- 4 MAI 2021**

Le préfet,

Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée,

**Anne TAGAND**

Arrêté complémentaire n°21-DRCTAJ/1- **269**

autorisant la société TRAINEAU à effectuer 10 tirs de mines de grande hauteur (24 mètres) sur sa carrière d'Aizenay

# Plan prévisionnel des tirs de mines localisation au sein de la carrière

